

produira pas ici (*rires*). Le gouvernement actuel a hérité du projet du chemin de fer du Pacifique du gouvernement antérieur et il a l'intention de présenter un bill qui exposera sa politique à cet égard. Il tient beaucoup à respecter les termes de l'entente avec la Colombie-Britannique, mais il ne veut pas aller plus vite que les circonstances ne le permettent. Il ne veut pas accepter à la hâte des obligations et des responsabilités dont il ne pourra pas s'acquitter. Il a été question d'établir un lien à la fois par voie terrestre et par voie maritime avec la Colombie-Britannique au cours de la campagne électorale, et il serait sans doute plus utile de procéder de cette façon immédiatement plutôt que d'essayer de mettre sur pied le projet plus important tout de suite. Il suffirait pour cela de construire des tronçons relativement courts de chemin de fer, alors que, pour que le chemin de fer canadien du Pacifique atteigne la Colombie-Britannique, il faudrait construire un chemin de fer sur 2,500 milles où il n'y aurait aucune possibilité de service sauf à trois endroits. La question la plus importante du discours, selon lui, est mentionnée au neuvième paragraphe et porte sur le commerce réciproque avec les États-Unis. Si le gouvernement peut atteindre son objectif à cet égard, il en aura fait assez pour une seule session. Il est très important pour les Canadiens d'instaurer un commerce réciproque. Il est vrai que le Canada a réalisé des progrès extraordinaires, mais les circonstances ont aussi eu certaines conséquences imprévues. La question du commerce réciproque est très vaste, mais le parti au pouvoir croit que le gouvernement américain est maintenant disposé à examiner les principes généraux d'une telle entente. Il semble prêt à verser une indemnisation au Canada, compte tenu du fait que les pêcheries canadiennes sont plus productives que les siennes. Il reconnaît aussi que le Canada a toujours été lésé dans ses négociations avec les États-Unis. Les résultats de toute négociation entamée à l'avenir devront être examinés attentivement. Bien entendu, le gouvernement du Canada ne peut rien faire sans l'approbation du gouvernement impérial. C'est l'Angleterre qui a établi les frontières, et les responsables du bureau colonial, parce qu'ils connaissent mal le pays, ou pour une autre raison, ont laissé les Américains avoir le dessus. Que ce soit dans le nord ou dans l'ouest, chaque fois que le Canada pouvait être lésé par une déviation des frontières, il l'a été. Le gouvernement actuel est cependant bien décidé à obtenir les meilleures conditions possible dans des négociations relatives à la réciprocité et à respecter la volonté que vient d'exprimer le peuple. Il espère que le gouvernement ne présentera que les mesures susceptibles d'être approuvées et il est convaincu que le Sénat les examinera avec justice et impartialité (*Bravo!*).

L'hon. M. MACDONALD (Victoria) dit regretter que le discours du Trône n'annonce rien de précis au sujet du chemin de fer canadien du Pacifique. Il avait espéré que le gouvernement annoncerait sa décision de mener à bien le plus énergiquement et le plus rapidement possible la partie facile des travaux, mais même si le gouvernement ne l'a pas fait, il est prêt à croire qu'il se hâtera de mener à bien ce vaste projet, que son plan d'action sera à la fois libéral et global et qu'il satisfera aux

besoins de l'ensemble du pays et plus particulièrement de la Colombie-Britannique. Les habitants de sa province s'attendent à ce que les travaux de construction commencent cette année, et rien de moins que le début véritable des travaux ne les satisfera, certainement pas si l'on se contente de commencer les travaux uniquement pour respecter la lettre de la loi. Il croit savoir que les plans et les relevés pour la partie ouest du chemin de fer n'ont pas été détruits par le récent incendie et qu'il n'y a aucune raison de ne pas entreprendre les travaux sans trop de retard. Il faut sans doute être prudent, et les habitants de la Colombie-Britannique ne veulent pas grever les ressources du pays, mais ils comptent bien que le gouvernement se mettra énergiquement et honnêtement à la tâche. Le chemin de fer est sans doute d'une importance vitale pour la Colombie-Britannique, mais il est aussi nécessaire pour favoriser le progrès de toute la Puissance puisque c'est le seul moyen de coloniser nos régions incultes et de ne pas nous laisser distancer par les autres nations. Il ose croire que le plan d'action, ou la politique ferroviaire, du gouvernement sera présenté d'ici peu au Parlement, puisqu'il s'agit d'une question très importante qui sera sans doute débattue longuement. Le plus tôt sera le mieux.

L'hon. M. WARK signale qu'il ne s'étonne pas du désir de certains de voir commencer les travaux de construction du chemin de fer le plus rapidement possible, mais il estime qu'il vaut mieux ne pas trop se hâter parce que l'on ne peut pas défaire un chemin de fer une fois qu'il est construit et qu'une erreur commise au départ deviendrait permanente. Il espère que l'on ne procédera pas trop vite et que l'on attendra d'avoir examiné convenablement toutes les caractéristiques de la région traversée et d'avoir obtenu tous les renseignements souhaitables. Il importe que le gouvernement obtienne ces renseignements avant le début des travaux et, comme il est aussi souhaitable de ne pas prolonger la session, il doute qu'on puisse obtenir ces renseignements à temps. Il est cependant convaincu que ce qui a été convenu sera fait éventuellement, même si ce n'est pas pendant la première session. Il vaut mieux ne pas trop entreprendre pendant la première session et se contenter de faire bien ce qui sera fait. D'autres ont parlé du vote par scrutin; il considère que cette mesure constitue un pas dans la voie du progrès. Si le peuple était privé de ce droit, il retomberait dans les maux de l'ancien système de vote ouvert. Les habitants du Nouveau-Brunswick et d'autres régions ont approuvé de tout cœur le vote par scrutin. Pour terminer, il signale, à propos du chemin de fer du Pacifique, que le gouvernement antérieur n'a pas eu tellement de succès à ce sujet et qu'il est malheureux qu'il se soit engagé à le terminer aussi rapidement.

L'hon. M. CORNWALL affirme que les habitants de la Colombie-Britannique se posent depuis plusieurs mois de sérieuses questions quant à la politique du gouvernement au sujet du chemin de fer du Pacifique.

L'hon. M. READ déclare que le premier paragraphe du discours mentionne une dépression commerciale, mais sans dire